



EDF, Société Générale : le flirt risqué de l'Insee avec les entreprises !

Des partenariats locaux financés par EDF

Fin 2020 sont parues plusieurs études régionales portant sur les emplois dans les centrales nucléaires du Centre-Val de Loire. Pas une nouveauté : des travaux de ce type avaient déjà été menés en région Grand-Est, pour Fessenheim en 2014 ou Cattenom en 2019.

La différence, alors ? Le partenaire ! Pour les exemples les plus anciens, ce sont les services de l'État, par l'intermédiaire de la Dreal, qui ont été associés et ont participé financièrement aux projets. **Depuis 2020, c'est le logo d'EDF qui figure sur les publications**, car c'est EDF qui finance directement les études Insee. C'est le cas en Centre-Val-de-Loire, mais des études similaires sont prévues prochainement ou ont été publiées en Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes ou encore Nouvelle Aquitaine.

Travailler avec un partenaire privé pour obtenir des données est nécessaire pour certaines études, notamment celles mesurant l'emploi lié à un établissement. Mesurer l'emploi indirect, celui des sous-traitants et des prestataires, n'est possible qu'avec la collaboration des établissements concernés. Et ces études sont nécessaires car elles permettent de mesurer la dépendance d'un territoire à certaines activités, ici en l'occurrence celle d'une centrale.

Mais lorsque l'établissement qui fournit les données est aussi le financeur, et a par ce fait un droit de regard sur le contenu de la publication, la frontière de l'indépendance est franchie. Et si nos collègues des services études font le nécessaire pour que l'étude ne soit pas un plan de communication pour EDF, il est souvent difficile pour elles et eux (y compris au niveau de la direction locale) de résister aux exigences de ce type de partenaire.

Sur ce sujet délicat des centrales nucléaires, notamment en période pré-électorale, cette proximité avec EDF pose la question du « ton » qu'impriment ces études, proche de la promotion, alors que le logo Insee y appose lui celui de sa légitime indépendance. Car ces études sont centrées sur l'emploi mais ne traitent pas d'autres sujets tout aussi légitimes, par exemple : quelle est la population concernée par les risques industriels liés à ces établissements ? Quels sont les coûts environnementaux d'installation de tels établissements ? N'en déplaise aux thuriféraires de l'économie néolibérale, l'évaluation économique à l'aune de l'unique critère de l'emploi n'est pas un positionnement neutre : c'est un parti pris idéologique, surtout dans un contexte de crise environnementale majeure.

Ces travaux sont une brèche majeure dans le rôle que doit jouer l'Insee en région : la mission de l'Insee est d'éclairer le débat public, et non de produire des études pour des entreprises ou des sociétés privées. Ou alors, pour partenariat avec EDF, il faut associer Greenpeace ou Negawatt par exemple, pour avoir une vision globale du sujet !

Une chaire de recherche avec la Société Générale

Mais EDF n'est pas la seule entreprise avec laquelle l'Insee est en relation étroite. Celui-ci vient de créer avec la Société Générale la chaire de recherche « Mesures de l'économie, nowcasting – au-delà du PIB ».

Le fait qu'un partenariat avec une banque, pas un organisme des plus neutres vu son rôle dans la finance spéculative (on ne refera pas ici le résumé de la participation de la Société Générale dans la crise des subprimes et le scandale Kerviel) ou dans les industries polluantes (investissements dans le gaz de schiste), n'ait pas fait l'objet de discussions en interne, ou qu'il ne soit pas apparu que cela pose un sérieux problème de positionnement, est très inquiétant : encore une fois, l'Insee ne doit pas servir de caution pour tout et n'importe quoi au prétexte de se populariser et montrer sa réactivité avec le monde économique ! D'autant que l'apport de la Société Générale en termes de données ou de capacités d'études semble limité, voire nul.

De ce fait, si l'Insee, qui est évidemment bien placé pour parler du PIB souhaitait participer à une chaire, pourquoi ne pas en profiter pour solliciter d'autres points de vue sur les mesures au-delà du PIB ? Les travaux d'universitaires comme Jean Gadrey ou Florence Jany-Catrice montrent que d'autres points de vue sérieux méritent d'être pris en compte. Et permettent d'adopter un point de vue pluraliste sur le choix, et pas uniquement orienté vers l'économie orthodoxe.

Rappelons simplement le premier principe du code des bonnes pratiques de la statistique européenne : « l'indépendance professionnelle des autorités statistiques à l'égard aussi bien des autres instances et services politiques, réglementaires ou administratifs, que des opérateurs du secteur privé, assure la crédibilité des statistiques européennes. ».

La CGT Insee-Genes et SUD Insee militent pour l'indépendance de l'Insee ; de tels projets ne peuvent que nuire à l'impartialité, l'objectivité et à la réputation des travaux de l'Institut.

Nous demandons que l'Insee :

- **se désengage de la chaire de recherche avec la Société Générale**
- **engage rapidement une autre chaire avec des actrices et acteurs non intéressés et de points de vue hétérodoxes**
- **n'initie aucun projet d'études financé par un acteur économique privé pour lequel ce dernier a un droit de regard sur l'orientation de la publication finale (texte et données).**

Montrouge, le 22 février 2022